

# Quel autre avenir pour l'incinérateur Flamoval à Arques ? Des pistes évoquées

Publié le 03/06/2014

JENNIFER-LAURE DJIAN

C'est inédit. Ce mardi après-midi, Caroline Saudemont, maire d'Arques et vice-présidente à la communauté d'agglomération de Saint-Omer (CASO), a réuni la première table ronde consacrée à l'incinérateur Flamoval, un jour après la fin de l'enquête publique pour l'autorisation de l'exploiter. Une vingtaine de personnes, élus, représentants d'associations, y a assisté. Et lance l'idée de commander une étude sur le devenir de l'incinérateur.

- [La deuxième enquête publique fera-t-elle fermer Flamoval](#)

Lancer une étude pour imaginer un autre devenir à Flamoval. Les débats ont abouti à ça, ce mardi après-midi, à l'issue de la [table ronde lancée par Caroline Saudemont](#), maire d'Arques et vice-présidente de la communauté d'agglomération de Saint-Omer (CASO). **Une concertation inédite qui réunissait élus, représentants d'associations, opposants, sceptiques, une vingtaine de personnes à la mairie d'Arques.** « *Pas pour se lamenter, précise Jacques Hermant, maire de Lynde, opposant historique. L'incinérateur existe, les contribuables vont devoir payer. Mais à l'unanimité, nous avons décidé d'être inventifs et de trouver des solutions pour l'arrêter.* »

Parce qu'il est « *vieux, on ne voit pas ce qu'il rejette* », continue le maire de Lynde. Parce qu'« *il a des effets sur la santé* », rappelle le docteur Philippe Richard, président de l'Association pour la protection de la santé des habitants de la région de Saint-Omer (APSH). Parce qu'il est « *surdimensionné et va l'être encore plus* », assure Sophie Lebriez, conseillère municipale arquoise. **Prévu pour brûler 92 500 tonnes de déchets par an, pour un coût de 95 euros la tonne, Flamoval élimine aujourd'hui 80 000 tonnes pour un coût estimé de 130 euros la tonne.** « *On va valoriser de plus en plus et incinérer de moins en moins* », dit Sophie Lebriez.

## Des exemples, des pistes

Si l'étude n'est pas lancée, des pistes sont déjà évoquées. Réduire les déchets à la source comme l'a fait [Dany Dietmann](#), spécialiste des alternatives à l'incinération des déchets, en Alsace. Philippe Richard l'avait invité en juin 2010 alors que l'incinérateur n'était qu'un projet, « *si on applique sa méthode, les besoins de la population sont de 25 000 tonnes* », assure Philippe Richard. Vendre le four. Transformer l'incinérateur en centre de tri, comme le fait Hénin-Beaumont. « *On a suivi l'enquête publique, on va suivre de très près la suite et on applaudit, s'enthousiasme Jean-Paul Lescoutre, de la fédération Nord nature environnement. Parce qu'on trie, recycle, récupère de la matière plutôt que de la brûler, et que ça rapporte de l'argent.* »

## « Ce n'est pas pour demain »

Il faut raison garder. Gérer les déchets de manière propre n'existe pas. Et trouver l'alternative à Flamoval, « *ce n'est pas pour demain, c'est pour après-demain* », nuance Caroline Saudemont. L'étude ne sera lancée qu'une fois les élus des syndicats mixtes Lys Audomarois (SMLA) et Flandre Morinie (SMFM) installés, « *on organisera d'autres tables rondes, une fois que tout le monde sera élu* », prévient Caroline Saudemont. Et sans doute pas avant le résultat de l'enquête publique pour l'autorisation d'exploiter l'incinérateur, qui s'est achevée lundi. « *Mais je pense qu'on avance, continue le maire. On ne signe pas l'arrêt de mort de Flamoval mais on réfléchit à l'avenir du traitement de nos déchets et d'un outil qui a été mal conçu.* »

**Ça fait des années que ses opposants le disent. Cette fois, ils ne se battent plus contre des moulins à vent.**

## « On craint l'atteinte à l'image »

Lui, ce n'est pas le risque pour la santé qui l'inquiète, même si ça le touche, forcément. « *On va dans le sens que tout le monde* », assure François Bourgain. Mais la problématique du président d'Oplinord, qui fédère **cinq cents producteurs et est le fournisseur quasi exclusif de Bonduelle** à Renescure, est d'un autre ordre. « *Il n'y a pour l'instant pas de risque mais ce qu'on craint, ce sont d'éventuels problèmes d'atteinte à l'image* » en cas d'accident, explique-t-il. Il cite l'exemple de la centrale du Tricastin, au sud de la Drôme, qui après une légère fuite avait causé le désamour des consommateurs pour le vin produit là-bas. « *Bonduelle, c'est l'une des plus grosses usines de conserve du monde, elle se trouve à trois kilomètres sous les vents dominants, ce sont des risques inimaginables. Nous, on représente cinq cents producteurs, il y a cinq cents permanents à l'usine, cinq cents occasionnels l'été. L'acte d'achat du citoyen est totalement irrationnel, pour nous, ce serait ingérable et ça laisserait des séquelles pour longtemps.* » J-L.D.